

Service prévention des risques anthropiques, climat, air,
énergie
5 pl Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

Lyon, le 24/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ORANGE EX FRANCE TELECOM

131 avenue Felix Faure
69 003 LYON

Références : PRICAE-4S-2023-34
Code AIOT : 0010600573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement ORANGE EX FRANCE TELECOM implanté 131 avenue Félix Faure 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale "coup de poing" de l'inspection des installations classées. Elle focalise sur la thématique des modalités de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGE EX FRANCE TELECOM
- 131 avenue Félix Faure 69003 Lyon
- Code AIOT : 0010600573
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ORANGE situé au 131 avenue Felix à Lyon 3eme est autorisé à exploiter par l'arrêté d'enregistrement du 24 juillet 2017.

L'établissement est classé sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 relatif aux installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air. Le site dispose de

7 TAR d'une puissance unitaire maximale de 1400 kW :

- Quatre des TAR sont présentes dans le bâtiment A : y est mis en œuvre un traitement de l'eau entièrement chimique.
- Les trois autres TAR sont présentes dans le bâtiment B : y est mis en œuvre un procédé expérimental de traitement de l'eau par UV. Ce traitement par UV permet de réduire la consommation de produits biocides dangereux pour l'environnement.

Orange délègue les opérations de traitement de l'eau à un prestataire spécialisé. L'exploitant indique que c'est ce prestataire qui a la responsabilité des opérations et de la gestion des stocks de produits chimiques.

Les stocks de produits chimiques associés au fonctionnement des tours aéroréfrigérantes (traitement de l'eau) sont répartis dans deux locaux : un local pour le bâtiment A et un pour le bâtiment B (*A noter que les stocks de sel, produit non dangereux, sont dans un local indépendant*). Dans ces locaux se trouvent également les pompes doseuses qui permettent de réaliser les mélange de produits nécessaires au traitement. Ces équipements sont principalement manipulés par le prestataire spécialisé.

Les opérateurs Orange réalisent deux fois par semaine une visite de surveillance dans les locaux de stockage de produits chimiques, afin d'identifier d'éventuels problèmes techniques aux niveau des équipements de dosage/injection de produits chimiques et une évaluation visuelle des stocks de produits.

Le prestataire réalise des visites a minima mensuelles, au cours desquelles il remet à niveau les stocks de produits chimiques (existence de quantités minimales en-dessous desquelles les stocks ne doivent pas descendre).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite	2 mois
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35, 37-5	/	Lettre de suite	2 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-I	/	Lettre de suite	2 mois
6	Registre produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	/	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etat et entretien des rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-II, III et IV	/	Sans objet
5	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a tendance à trop se reposer sur son prestataire pour ce qui concerne la gestion des produits chimiques associés à l'activité de ses TAR. Il doit être en mesure de connaître et de fournir à tout moment un inventaire des produits chimiques présents dans ses locaux et s'approprier les règles de stockage de ces produits. Il doit s'assurer du respect des exigences en matière d'emballage/étiquetage, de mise à disposition des FDS et de prévention des situations d'incompatibilité.

La prestation confiée à son prestataire ne dégage pas l'exploitant de sa responsabilité en terme de respect de la réglementation et ne le dispense pas d'exercer un regard critique sur les modalités de stockage de ses produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Dans les deux locaux de stockage « traitement de l'eau » des bâtiments A et B, les emballages commerciaux présents disposent bien d'un étiquetage conforme et cohérent avec les informations de la section 2.2 des FDS correspondantes. Exception à ce constat : dans le bâtiment B, du peroxyde d'hydrogène est stocké dans un bidon qui pourrait ne pas être l'emballage d'origine. Celui présente une étiquette qui ne comporte pas l'ensemble des mentions attendues : les pictogrammes de danger, les mentions de danger et les conseils de prudence sont manquants. L'étiquette est en effet à l'ancien format (phrases de risque R et S), défini par la directive européenne 67/248/CEE. Des autocollants avec des pictogrammes associés à la réglementation transport (ADR) ont été apposés en complément de l'étiquette sur le bidon.
Observations : L'exploitant doit veiller à ce que chaque emballage commercial soit revêtu de l'étiquette conforme aux exigences du règlement CLP. Il transmettra à l'inspection soit 2 mois les mesures prises pour respecter cette obligation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : Les FDS des produits stockés dans les deux locaux de stockage « traitement de l'eau » sont disponibles en version numérique dans les bureaux et au poste de garde et apposées in situ sur les rétentions associées aux produits concernés. Exception : le produit contenu dans l'emballage à l'étiquetage non-conforme identifié dans le local du bâtiment B (cf constat précédent) ne dispose pas de sa propre FDS. L'exploitant indique que ce produit est de même nature qu'un autre produit, stocké dans des bidons à l'étiquetage conforme et présent sur la même rétention, qui dispose quant à lui de sa FDS. Cette situation n'est pas acceptable : les produits ne portent pas le même nom commercial et il n'est pas possible de confirmer leur composition commune.</p> <p>Les FDS affichées sont conformes aux exigences. On note toutefois que certaines d'entre-elles sont relativement anciennes (2016/2017) : l'exploitant doit s'assurer auprès de ses fournisseurs qu'il s'agit bien des dernières versions disponibles.</p> <p>Pour faciliter le travail des employés, l'exploitant a édité des panneaux pour chaque produit avec une synthèse des dangers, pictogrammes et des EPI obligatoires à leur manipulation.</p> <p>Les conditions qui règnent dans les locaux de stockage (ventilation, température,...) sont conformes aux exigences figurant dans les FDS des produits concernés.</p> <p>L'inspection constate la présence d'extincteurs CO2 dans ou à proximité des deux locaux de stockage, ce qui correspond aux exigences de la section « moyens de lutte contre l'incendie » des FDS des différents produits concernés.</p> <p>En ce qui concerne les moyens de lutte contre un épandage accidentel, l'exploitant indique que des sacs d'absorbant en poudre (sépiolite) sont disponibles dans un local à un autre étage. Ces moyens d'absorption sont conformes aux exigences listées dans les FDS des différents produits. Il serait cependant judicieux que ces moyens soient géographiquement plus proches des stocks de produits.</p>
<p>Observations : Chaque produit chimique doit obligatoirement être accompagné de sa FDS, dans sa version la plus récente. L'exploitant apportera sous 2 mois la preuve de l'affichage de l'ensemble des FDS des produits stockés.</p> <p>L'exploitant étudiera la possibilité de disposer de moyens absorbants à proximité immédiate des locaux de stockage de produits chimiques et informera l'inspection sous 2 mois des mesures envisagées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-I
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</p>
<p>Constats : Les volumes de rétention sont globalement conformes par rapport aux volumes des produits stockés en leur sein. Exception à ce constat : dans le local du bâtiment B, une rétention de 250 L contient 15 bidons de 20 kg (18 L en prenant en compte la densité du produit) de glycol, soit 270 L. Dans le cas présent, la rétention aurait dû être a minima de capacité totale des produits stockés, soit 270 L.</p> <p>Tous les produits chimiques stockés sont conditionnés en bidons de 20 kg. L'exploitant doit donc s'assurer que toutes les rétentions sont en mesure de contenir le volume total des produits stockés en leur sein. Une règle standard visant à ne stocker qu'un seul étage de bidons (pas de superposition) permet de garantir le respect de ce point.</p>
Observations : L'exploitant apportera sous 2 mois la justification du respect des volumes de rétention pour l'ensemble des stockages du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Etat et entretien des rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-II, III et IV
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Les produits sont stockés sur des bacs de rétention en acier ou en plastique. Ces matériaux sont résistants aux produits qu'ils contiennent. Les rétentions sont en bon état. Aucun stockage de produit n'a lieu à l'air libre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22-II
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Constats : Dans les deux locaux de stockage, l'inspection constate que les produits incompatibles entre-eux ne sont pas associés à une même rétention. L'inspection constate cependant deux configurations (dans les locaux des bâtiments A et B) avec extrême proximité de produits de type "acide" et "base". Dans le local du bâtiment B, une rétention associée à des bidons contenant une base forte (biodispersant Aktiphos CS 4180), est entourée de part et d'autre par des rétentions contenant de l'acide peracétique utilisé comme biocide (les 3 rétentions évoquées sont en contact). Dans le local du bâtiment A, une rétention supportant des bidons de base forte (Kurriverter IK110) est en contact immédiat avec une rétention supportant des bidons d'acide (Ferrocid 8583). Dans les deux cas, les FDS des produits basiques concernés indiquent pourtant « tenir à l'écart des produits acides »</p> <p>L'exploitant a élaboré et affiché dans chacun des 2 locaux une liste des produits « acides » et des produits « basiques ». Etant donné le nombre restreint de produits utilisés pour le traitement de l'eau (une dizaine au total), il serait possible d'avoir une matrice exhaustive définissant les produits compatibles entre-eux ou non, afin d'organiser les stockages de la manière la plus pertinente possible.</p> <p>Observations : L'exploitant ne doit pas se reposer uniquement sur l'organisation des stockages réalisée par son prestataire mais également avoir un regard critique sur le sujet. Des réorganisations simples seraient possibles pour éviter la grande proximité entre stocks de produits acides et de produits basiques (même si sur rétentions distinctes).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de Secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan permettant d'identifier la localisation des locaux de stockage de produits.</p> <p>L'exploitant ne suit pas lui même avec précision les stocks de ses produits chimiques. Il délègue cette mission à son prestataire traitement de l'eau qui réalise une visite mensuelle et un inventaire à cette occasion.</p> <p>L'exploitant présente le dernier bilan mensuel fourni par son prestataire : celui date du mois de janvier 2023, le prestataire n'étant pas en règle de ses obligations de transmission. Le fichier distingue les produits présents dans le local bâtiment A et ceux présents dans le local bâtiment B. Les produits sont identifiés par leur nom commercial. Il conviendrait de faire figurer également le nom chimique complet de chaque substance ou du mélange.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit être en mesure de disposer à tout moment d'un état de ses stocks de produits, afin notamment de pouvoir le mettre à disposition des services de secours en cas de situation accidentelle.</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant apportera à l'inspection la preuve de la mise en place d'un outil de suivi opérationnel permettant de connaître, avec une fréquence de mise à jour appropriée, la nature et la quantité de produits présents (avec identification par nom commercial + intitulé chimique/n° CAS) et leur emplacement (local bâtiment A/B).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois